

**Conseil de sécurité**

Distr. générale  
18 avril 2002

Original: français

---

**Lettre datée du 17 avril 2002, adressée au Président  
du Conseil de sécurité par le Représentant permanent  
du Burundi auprès de l'Organisation des Nations Unies**

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous faire parvenir le mémorandum du Gouvernement du Burundi qui relate les préoccupations du Burundi à la veille de la tournée du Conseil de sécurité dans la région des Grands Lacs (voir annexe).

Le Gouvernement du Burundi souhaite la bienvenue à la délégation du Conseil et espère que cette dernière obtiendra des résultats significatifs dans son entreprise noble d'aider les Burundais à retrouver la paix et la sécurité pour se concentrer à la reconstruction et au développement.

Je souhaite que le texte de la présente lettre et de son annexe soient distribués comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,  
Représentant permanent  
(Signé) Marc **Nteturuye**



**Annexe à la lettre datée du 17 avril 2002, adressée au Président  
du Conseil de sécurité par le Représentant permanent du Burundi  
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Visite au Burundi du Conseil de sécurité  
de l'Organisation des Nations Unies**

**Mémoire présenté par le Gouvernement du Burundi**

Par cette seconde visite dans l'intervalle de 12 mois, le Conseil de sécurité montre l'intérêt qu'il attache au Burundi et à la région des Grands Lacs. Le Gouvernement du Burundi se réjouit de cette disposition d'esprit.

Au mois de mai 2001, le Gouvernement du Burundi a présenté aux distingués membres du Conseil de sécurité la situation politique largement dominée par le processus de paix depuis surtout 1998, début des négociations d'Arusha qui ont abouti à un Accord de paix et de réconciliation le 28 août 2000.

Depuis la dernière visite du Conseil de sécurité, notre processus de paix connaît une évolution positive reflétée par la mise en application de l'Accord de paix issu des négociations. Au 1er novembre 2001, le Gouvernement de transition a été mis en place; il regroupe les représentants des forces politiques qui ont négocié l'Accord de paix. Peu après, l'Assemblée nationale et le Sénat de transition ont été installés, toujours sur une base de ce qui a été convenu à Arusha.

Toutes les institutions mises en place fonctionnent sans accroc à la satisfaction de tous.

Les multiples déclarations ou autres prises de position du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies pour encourager les Burundi d'aller de l'avant et résoudre les problèmes qui sont à l'origine de leur crise, sont largement intériorisées par le peuple et la classe politique burundais.

Cependant, deux préoccupations majeures méritent d'être partagées avec la communauté internationale et, en particulier, le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies.

**1. Le cessez-le-feu**

Lorsque nous avons démarré les négociations à Arusha en 1998, notre option de départ était d'inclure les groupes armés dans les négociations. Ceci nous aurait permis de négocier aussitôt la cessation des violences et chercher la solution politique aux problèmes posés, tout en préservant la vie des populations innocentes qui, à ce jour, continuent de subir une violence aveugle que rien ne peut justifier. La facilitation d'alors a procédé autrement.

Les préoccupations d'ordre politique de toute la communauté nationale sont prises en compte par l'Accord d'Arusha, aujourd'hui mis en application par les leaders politiques représentant toutes les tendances, y compris celles des groupes armés qui, jusqu'à ce jour, poursuivent les actes de violence.

Les initiatives de la facilitation destinées à négocier le cessez-le-feu entre le Gouvernement et les groupes armés se heurtent à l'intransigeance de ces derniers. Face à cette situation, le défi doit être levé, et le travail remarquable fait dans cette

direction par les autorités et le Gouvernement tanzanien mérite les encouragements du Conseil de sécurité.

Le Gouvernement du Burundi :

- Félicite le Conseil de sécurité pour toutes ses initiatives en vue d'amener les groupes armés autour de la table de négociation;
- Demande avec instance au même Conseil de sécurité de tout mettre en oeuvre pour amener les groupes armés à négocier le cessez-le-feu sans plus attendre.

Pour ce faire, le Conseil pourrait, au cours de cette visite, exercer une forte pression directe sur les leaders de la rébellion qui, aujourd'hui, sont connus, encourager avec diligence les pays de notre sous-région qui ont une influence directe sur ces groupes armés, afin que ces derniers acceptent de négocier sans interruption jusqu'à la signature du cessez-le-feu.

- Exhorte, si la démarche proposée n'aboutit pas, la recherche concertée d'une solution alternative entre tous les Burundi épris de paix, la région et la communauté internationale pour empêcher les groupes armés de prendre en otage tout le peuple burundais. Des mesures coercitives à leur endroit sont prévues par l'article 2 b) de l'Accord d'Arusha s'ils refusent de négocier la cessation des violences. Ces mesures peuvent aller jusqu'à « ...les démobiliser, désarmer, et le cas échéant, les arrêter et les détenir... ».
- Demande au Conseil de sécurité d'intervenir auprès des pays de la sous-région déjà cités comme pourvoyeurs d'armes à la rébellion burundaise par certains rapports adressés au même Conseil, afin qu'ils cessent d'armer et d'accorder le soutien logistique aux groupes du Front pour la défense de la démocratie (FDD) et les Forces nationales de libération (FNL).

Si la tendance que nous observons continue, la situation de la violence dans le pays va définitivement discréditer la classe politique vis-à-vis de la population et rendre impossible la poursuite de la mise en application de l'Accord de paix dans un tel climat, avec des conséquences incalculables sur notre pays et la région. Nous devons tous refuser ce scénario.

Notre gouvernement réitère sa disponibilité à négocier sans désespérer jusqu'à la signature du cessez-le-feu; il s'engage en outre à contribuer aux meilleures conditions des négociations pour qu'il n'y ait pas lieu de prétextes aux manoeuvres de retardement de la part des groupes armés.

## **2. Reconstruction et réhabilitation des sinistrés**

La crise politique que vit le Burundi depuis 1993 a mis à mal l'économie nationale. L'aide humanitaire a été utile, mais elle n'influe pas sur le développement.

Conscient de cette réalité, notre gouvernement a sollicité l'appui de ses partenaires traditionnels à Paris et plus récemment à Genève pour la reprise de la coopération structurelle.

La communauté des donateurs a été sensible à cet appel, et a promis un montant de 830 millions de dollars américains.

Ce geste aussi généreux qu'il puisse être, ne saurait remplacer les initiatives autonomes de développement d'un pays, dont l'accès au marché financier international; or, la dette multilatérale du Burundi nous empêche d'y recourir.

Le fonds fiduciaire est le seul moyen identifié à ce jour pour soulager le poids de la dette de notre pays.

Ici aussi, le Gouvernement du Burundi remercie le Conseil de sécurité pour s'être prononcé en faveur du soutien économique de la communauté internationale pour le Burundi. Les partenaires extérieurs et intérieurs qui, hier, faisaient pression sur le Gouvernement du Burundi afin qu'il signe l'Accord de paix avant le cessez-le-feu devraient exercer maintenant la même pression sur les groupes armés afin qu'ils arrêtent les hostilités et que l'action de réhabilitation et de reconstruction puisse commencer. Ne pas appuyer le processus de paix au Burundi par une assistance conséquente à l'étape actuelle de mise en application de l'Accord de paix équivaut à donner une chance à la rébellion de se moquer de la communauté internationale, de prendre en otage le processus de paix et de perpétuer indéfiniment la guerre.

Nous sollicitons particulièrement le Conseil de sécurité afin qu'il intercède pour le Burundi auprès des institutions de Bretton Woods, pour qu'elles concluent un accord lui permettant d'accéder au programme post-conflit et bénéficier des facilités reconnues aux pays pauvres très endettés.

L'amélioration des conditions de vie des populations est non seulement un droit, mais aussi un puissant facteur de paix.

Une fois la paix retrouvée et la crise économique soulagée, les Burundi vont s'atteler aux efforts de développement et contribuer plus activement à la recherche et au maintien de la paix dans toute la région des Grands Lacs.

---